

Au Burundi, tous les jours, on tue à bout portant dans la rue

LE RÉSUMÉ

Des milliers de personnes fuient Bujumbura, craignant un **déchaînement de violence policière**.

L'ultimatum du président Pierre Nkurunziza aux contestataires expire samedi soir. Les autorités adressent des menaces aux **relents génocidaires**.

Les morts se comptent par dizaines dans la capitale depuis le début de la semaine.

VINCENT GEORIS

«Des milliers de personnes se sauvent de Bujumbura. C'est l'exode», nous dit un témoin à Bujumbura, contacté par téléphone vendredi. «On tue à bout portant dans la rue. Tous les jours, entre cinq et dix personnes sont abattues.»

«Un des fils du défenseur burundais des droits de l'Homme, Pierre-Claver Mbonimpa, vient tout juste d'être assassiné, peu après avoir été arrêté par la police», dit-il. Son corps a été retrouvé près de son domicile, sur la 12^{ème} avenue. «Il allait déménager pour fuir la répression. La police a dû se dire que c'était le moment.»

Dans la nuit de mardi à mercredi, une personne a été tuée dans la même avenue et amputée de son cœur. Une autre, sur la 8^{ème} avenue, a été décapitée. Chaque jour, la

presse burundaise relate la terreur. Les photos et les histoires de carnages s'échangent sur les réseaux sociaux.

«Pour l'instant, le centre-ville est plutôt calme. Par contre, les quartiers périphériques sont en proie à la violence», précise notre interlocuteur. C'est dans ces quartiers plus défavorisés que se concentre la majorité des opposants au président burundais, Pierre Nkurunziza.

La réélection de Nkurunziza en juillet dernier pour un troisième mandat, en dépit de la constitution burundaise et des accords de paix

d'Arusha, a provoqué un soulèvement. La révolte se mue peu à peu en guerre civile. Plus de deux cents militaires rwandais ont déserté pour rejoindre l'opposition et mener des attaques contre les postes de police.

Fin août, Pierre Nkurunziza donnait 2 mois aux insurgés pour rendre les armes. Ce fut sans effet.

Lundi dernier, il leur a fixé un ultimatum qui expire ce samedi soir. Après, la police interviendra. Les Burundais craignent le pire. «Les dirigeants sont isolés. Beaucoup ont du sang sur les mains. Se sentant coincés, ils risquent de se lancer dans une dérive politique suicidaire.»

Rhétorique génocidaire

Les autorités burundaises lancent depuis un certain temps des appels en utilisant la rhétorique du génoc

cide de 1994. «Le jour où l'on dira «travaillez», vous verrez la différence! Les policiers se cachent actuellement pour se mettre à l'abri des grenades, mais vous allez voir la différence le jour où ils recevront le message pour travailler», a averti dimanche dernier le prédésident du Sénat Reverien Ndikuriyo. «Travailler» signifie dans le langage génocidaire massacrer. Détruire.

Les déclarations aux relents ethniques se multiplient. «Le régime veut ethniciser le conflit en désignant les Tutsis comme les coupables. Mais ce n'est pas un conflit ethnique. C'est une révolte politique», dit le témoin.

Samedi dernier, la police burundaise a tiré à la kalachnikov sur un bus rempli de gens revenant des funérailles d'un jeune opposant. Des témoins directs évoquent une quarantaine de disparus.

Lundi, le Conseil de sécurité des Nations unies se réunira, à la demande de la France. «Des discours de haine menacent d'enflammer le pays», dénonce Paris, qui appelle au dialogue politique.

Le régime burundais, isolé au sein du Conseil de sécurité, n'a aucun soutien à attendre. Son dernier allié, la Tanzanie, vient de le lâcher.

«On tue à bout portant dans la rue. Tous les jours, entre cinq et dix personnes sont abattues».